

Conseil du Trésor et Ministère des Finances

Comptes rendus économique,
de la révision stratégique des
programmes et financier

Premier trimestre 2017–2018

**Comptes rendus économique, de la révision stratégique des programmes et financier
Premier trimestre 2017–2018**

Publié par :

Conseil du Trésor et Ministère des Finances
Gouvernement du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/finances

Août 2017

Traduction :

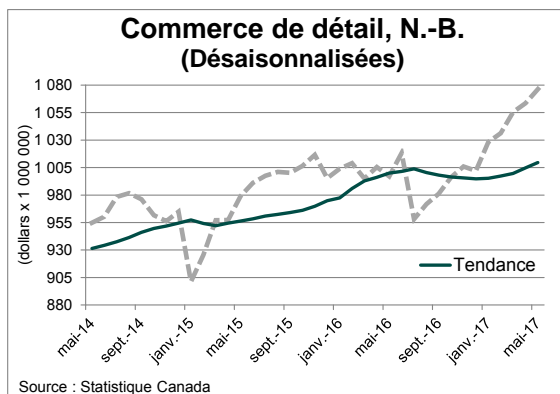
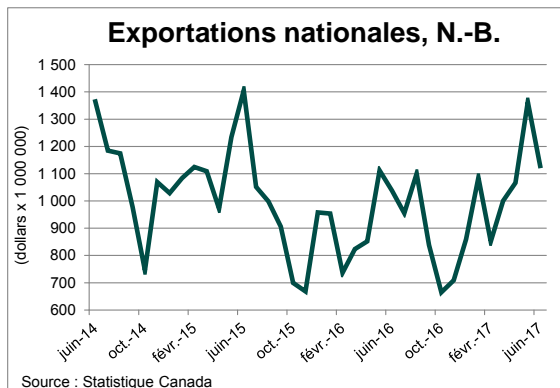
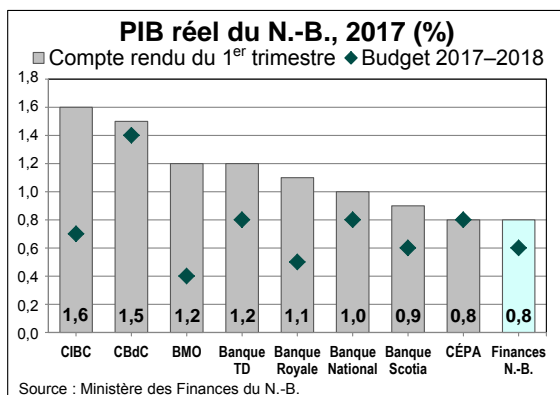
Bureau de traduction, Service Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-4605-1866-3



Pensez à recycler!

Compte rendu économique de 2017



Perspectives économiques du Nouveau-Brunswick			
	2015	2016	2017P
PIB réel	2,3	1,4	0,8
Dépenses de consommation finale des ménages	2,1	*2,7	2,3
Revenu primaire des ménages	3,0	*3,8	2,8
Emploi	-0,6	-0,1	0,4
Taux de chômage (%)	9,8	9,5	8,9
Indice des prix à la consommation	0,5	2,2	2,6

Sources : Statistique Canada, Ministère des Finances du N.-B.
P = Prévisions, * = Estimations
Variation en % sauf indication contraire

Basée sur les données disponibles dès le 4 août 2017

- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique mondiale de 3,5 % en 2017. L'essor des marchés financiers ainsi que la reprise du secteur manufacturier et du commerce mondial devraient soutenir la croissance.

- Le PIB réel des États-Unis a augmenté à un taux annualisé de 2,6 % au cours du deuxième trimestre de 2017, soit une progression par rapport à la croissance de 1,2 % enregistrée au trimestre précédent. Malgré un début d'année hésitant, le FMI prévoit une croissance de 2,1 % en 2017, soit une baisse de 0,2 % par rapport aux prévisions antérieures.

- La Banque du Canada a revu à la hausse ses prévisions concernant l'économie canadienne et prévoit désormais une croissance de 2,8 % en 2017. Ces perspectives favorables, confortées par des données économiques solides, ont amené la Banque du Canada à hausser son taux directeur pour la première fois depuis 2010.

- Le ministère des Finances prévoit que le PIB réel connaîtra une croissance de 0,8 % en 2017, au lieu de la prévision de 0,6 % établie lors de l'élaboration du budget de l'exercice 2017-2018. Les prévisionnistes du secteur privé conviennent désormais d'une croissance de 1,2 % pour l'année 2017.

- Même si de nombreux indicateurs économiques clés font état d'une amélioration qui se reflète dans les prévisions, un certain nombre d'obstacles restent encore à surmonter, notamment ceux liés au commerce mondial.

- Malgré les incertitudes entourant le commerce extérieur, les exportations de marchandises ont augmenté de 17,8 % depuis le début de l'année. Cette accélération des exportations est principalement attribuable aux produits pétroliers raffinés et aux produits de la mer.

- La situation sur le marché du travail continue de s'améliorer, comme en témoigne la hausse de 0,8 % des chiffres de l'emploi depuis le début de l'année. Environ 2 700 nouveaux emplois nets ont déjà été créés dans le secteur de la production de biens et le secteur des services, avec une progression du travail à temps plein compensant le recul du travail à temps partiel.

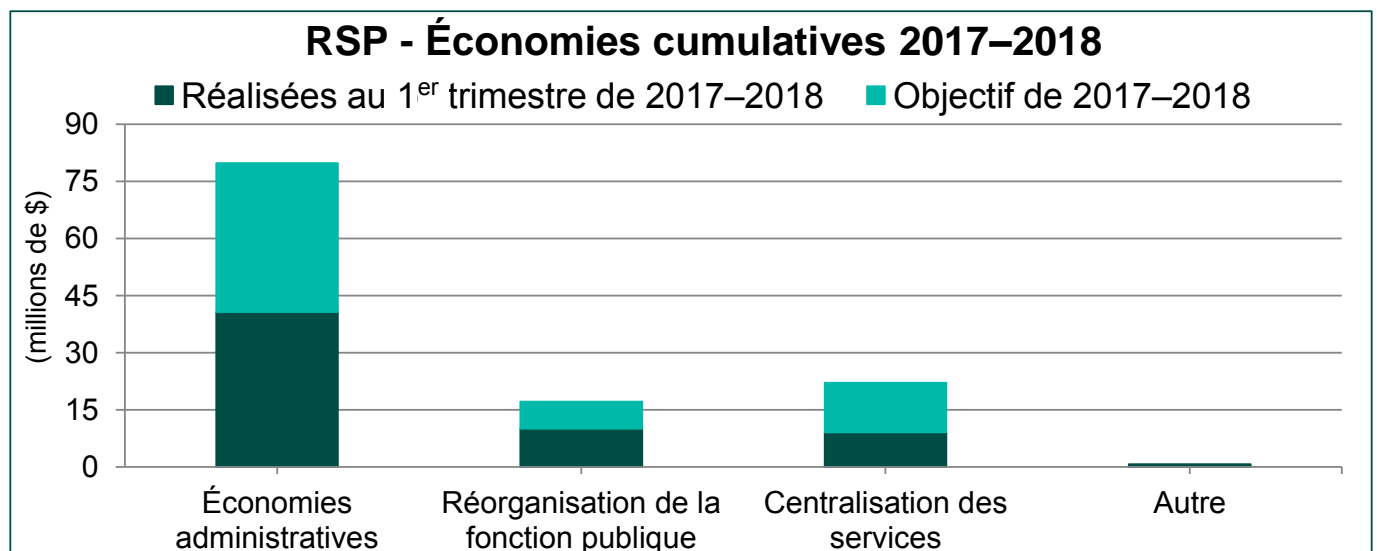
- Le salaire hebdomadaire moyen a connu une croissance modeste depuis le début de l'année (+0,9 %). L'augmentation des dépenses des ménages a également contribué à la hausse de 5 % des ventes au détail sur la période de cinq mois se terminant en mai.
- L'inflation des prix à la consommation dans la province est en moyenne de 2,7 % depuis le début de l'année, ce qui est supérieur au taux national de 1,6 %.

Compte rendu de la révision stratégique des programmes

- La révision stratégique des programmes (RSP) était un processus inclusif et transparent grâce auquel nous avons sollicité les commentaires du public afin d'aider à trouver les économies et les recettes dans le but d'éliminer le déficit de la province.
- Selon les données du premier trimestre, les économies cumulées prévues d'ici le 31 mars 2018 s'élèveront à environ 222 millions de dollars. D'autres économies seront réalisées au fur et à mesure que les projets seront mis en œuvre.
- Nous sommes sur la bonne voie pour réaliser 94,5 % des économies cumulées de 235 millions de dollars que nous visons pour l'exercice financier 2017–2018. Les écarts importants sont notamment les suivants :
 - Centralisation des services communs (7 millions de dollars en moins) : principalement dû à une double prise en compte des économies liées à l'approvisionnement au sein des initiatives du processus de RSP.
 - Éducation et Développement de la petite enfance (3,5 millions de dollars en moins) : Découle surtout d'un changement démographique de la population étudiante lié aux élèves syriens.
- D'ici 2020, la révision stratégique des programmes devrait rapporter 296 millions de dollars en réduction des dépenses et 293 millions de dollars en mesures productrices de recettes, soit un montant total de 589 millions de dollars.

Révision stratégique des programmes – Prévisions du premier trimestre (en milliers de dollars)

Initiatives axées sur les économies	Réalisations à ce jour (2017–2018)	Objectif pour 2017–2018	Prévisions pour 2017–2018	Objectif pour 2020–2021	Prévisions pour 2020–2021
Économies (2015–2016)	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$	115 200 \$
Économies administratives	40 680 \$	79 770 \$	72 755 \$	102 145 \$	102 145 \$
Réorganisation de la fonction publique	10 131 \$	17 199 \$	18 598 \$	24 959 \$	24 959 \$
Centralisation des services	9 115 \$	22 090 \$	14 852 \$	52 125 \$	52 125 \$
Autre	784 \$	743 \$	743 \$	1 262 \$	1 262 \$
Total	175 910 \$	235 002 \$	222 148 \$	295 691 \$	295 691 \$



- **Économies administratives :** Voici certains des projets : administration du mandat fiscal municipal (2 millions de dollars), élimination du partage des recettes municipales provenant des amendes (1,5 million de dollars), normalisation des processus budgétaires (1,4 million de dollars) et conformité avec la politique de jours/lits vacants (800 000 \$). Grâce à des gains d'efficacité généraux réalisés au chapitre de l'administration, au moyen de mesures qui ont permis d'avoir le nombre idéal de lignes téléphoniques, d'ordinateurs et d'abonnements, et grâce à l'amélioration continue des processus, des économies de 35 millions de dollars ont été générées.
- **Réorganisation de la fonction publique :** Voici certains des projets : réforme du ministère des Transports et de l'Infrastructure (6,5 millions de dollars) et redimensionnement de la fonction publique, notamment au moyen de la combinaison de postes et de l'élimination des postes qui n'étaient pas nécessaires (3,6 millions de dollars).
- **Centralisation des services :** Voici certains des projets : centralisation des services communs au sein de Service Nouveau-Brunswick (7,8 millions de dollars), consolidation des services de laboratoire (600 000 \$), centralisation des services du registre foncier (400 000 \$) et des services des ressources humaines (300 000 \$).
- **Autre :** Voici certains des projets : fermetures de centre d'information aux visiteurs (195 000 \$) et application des lois sur les véhicules hors route (150 000 \$).

Compte rendu financier de 2017–2018

D'après l'information du premier trimestre, il y a un déficit projeté de 156,1 millions de dollars pour 2017–2018. Il s'agit d'une amélioration de 35,8 millions de dollars par rapport au déficit budgété de 191,9 millions de dollars.

Selon les prévisions, la dette nette augmentera de 325,6 millions de dollars, soit une baisse de 36,5 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires. Elle devrait atteindre 14,3 milliards de dollars d'ici le 31 mars 2018.

Recettes :

Les recettes dépassent de 10,6 millions de dollars les prévisions budgétaires. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Les recettes diverses sont en hausse de 16,7 millions de dollars, principalement en raison des recouvrements liés à la TVH, l'augmentation des recettes pour les régies régionales de la santé et d'autres comptes divers dans les ministères.
- Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 5,6 millions de dollars en raison des prévisions nationales relatives au revenu imposable des sociétés, sur lesquelles les paiements sont calculés.
- Les subventions conditionnelles ont augmenté de 4 millions de dollars en raison de recouvrements plus élevés que prévu au titre de divers programmes financés par le gouvernement fédéral.
- Le rendement des investissements accuse un recul de 10 millions de dollars, principalement en raison de la baisse des recettes nettes prévues par la Société des alcools du Nouveau-Brunswick.
- Les recettes de l'impôt foncier provincial ont enregistré une baisse de 5 millions de dollars en raison de l'assiette fiscale moins élevée que prévu.

- Les recettes provenant de la taxe sur le tabac sont en baisse de 4 millions de dollars en raison de volumes de vente moins élevés que prévu.

Charges :

Il est prévu que le total des dépenses s'élèvera à 25,2 millions de dollars de moins que les prévisions budgétaires. Les écarts importants sont notamment les suivants :

- Le ministère du Développement de l'énergie et des ressources assume des charges supplémentaires de 3,1 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires en raison de l'achat de données de cartographie LiDAR, charges qui sont compensées par des recettes complémentaires.
- Les charges du gouvernement général sont inférieures de 30,4 millions de dollars aux prévisions budgétaires, et ce, principalement en raison des dépenses moins élevées que prévu visant les prestations de retraite.
- Le ministère de la Santé assume des charges supplémentaires de 11,4 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, et ce, principalement en raison des charges plus élevées que prévu au titre du régime d'assurance-maladie, charges qui sont en partie compensées par les dépenses plus basses que prévu d'autres programmes.
- Le ministère de la Justice et de la Sécurité publique assume des charges supplémentaires de 6 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, qui sont principalement attribuables à des dépenses supplémentaires engagées au titre du Programme d'aide financière en cas de catastrophe suite à la tempête de verglas de 2017. Ces charges sont compensées en partie par des recouvrements accrus auprès du gouvernement fédéral.
- Le ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail assume des charges supplémentaires de 6 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, qui sont principalement attribuables à des dépenses supplémentaires pour des programmes d'emploi résultant d'une augmentation prévue du financement du gouvernement fédéral.
- Le service de la dette publique est inférieur de 10 millions de dollars aux prévisions budgétaires en raison des charges d'intérêt débiteur à court terme moins élevées que prévu.
- Le ministère du Développement social assume des charges supplémentaires de 9,8 millions de dollars par rapport aux prévisions budgétaires, qui sont principalement attribuables à l'augmentation des coûts du programme des services de logement (en partie compensées par des charges plus faibles inscrites au compte à but spécial), et des dépenses accrues au titre du programme de services offerts dans les foyers de soins.
- Les charges inscrites au compte de capital sont inférieures de 4,4 millions de dollars aux prévisions budgétaires, et ce, principalement en raison des dépenses plus faibles du ministère des Transports et de l'Infrastructure.
- Les charges inscrites au compte à but spécial sont inférieures de 8,5 millions de dollars aux prévisions budgétaires, et ce, principalement en raison des dépenses plus faibles du ministère de la Justice et de la Sécurité publique et du ministère du Développement social.

PROVINCE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
COMPTE RENDU FINANCIER
Milliers
\$

	2017-2018 Budget	2017-2018 Prévisions du 1^{er} trimestre	Écart par rapport au budget
Recettes			
Compte ordinaire.....	8 749 709	8 760 265	10 556
Compte de capital.....	34 663	33 438	(1 225)
Compte à but spécial.....	79 505	79 566	61
Organismes de services spéciaux.....	135 916	137 123	1 207
Gains du fonds d'amortissement.....	188 900	188 900	0
Recettes totales.....	9 188 693	9 199 292	10 599
Charges			
Compte ordinaire.....	8 523 323	8 512 725	(10 598)
Compte de capital.....	163 698	159 300	(4 398)
Compte à but spécial.....	94 666	86 129	(8 537)
Organismes de services spéciaux.....	138 149	139 430	1 281
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	460 802	457 807	(2 995)
Charges totales.....	9 380 638	9 355 391	(25 247)
Excédent (Déficit).....	<u>(191 945)</u>	<u>(156 099)</u>	<u>35 846</u>

L'ÉVOLUTION DE LA DETTE NETTE
Milliers
\$

	2017–2018 Budget	2017–2018 Prévisions du 1^{er} trimestre	Écart par rapport au budget
Dettes nettes - Début de l'exercice.....	(13 997 406)	(13 997 406)	0
Changements durant l'exercice			
Excédent (Déficit).....	(191 945)	(156 099)	35 846
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(630 925)	(627 304)	3 621
Amortissement d'immobilisations corporelles.....	<u>460 802</u>	<u>457 807</u>	<u>(2 995)</u>
(Augmentation) Diminution de la dette nette.....	(362 068)	(325 596)	36 472
Dettes nettes - Fin de l'exercice.....	<u>(14 359 474)</u>	<u>(14 323 002)</u>	<u>36 472</u>

ANNEXE A

RECETTES AU COMPTE ORDINAIRE SELON LA PROVENANCE

Milliers

\$

	2017-2018 Budget	2017-2018 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	Écart par rapport au budget
Taxes et impôts			
Impôt sur le revenu des particuliers.....	1 681 000	1 681 000	0
Impôt sur le revenu des corporations.....	334 400	340 000	5 600
Taxe sur les minéraux métalliques.....	1 000	1 900	900
Impôt foncier provincial.....	515 000	510 000	(5 000)
Taxe de vente harmonisée : déduction faite du crédit...	1 418 600	1 418 600	0
Taxe sur l'essence et les carburants.....	286 000	286 000	0
Taxe sur le tabac.....	164 000	160 000	(4 000)
Taxe sur le pari mutuel.....	420	420	0
Taxe sur les primes d'assurance.....	55 600	55 600	0
Taxe sur le transfert de biens réels.....	23 000	25 000	2 000
Taxe sur le capital des corporations financières.....	27 000	27 000	0
Pénalités et intérêts.....	13 000	12 000	(1 000)
Total partiel - taxes et impôts.....	4 519 020	4 517 520	(1 500)
Produits de placements.....	282 686	272 718	(9 968)
Licences et permis.....	151 838	155 139	3 301
Vente de biens et services.....	432 158	432 844	686
Recettes des loteries et des jeux.....	152 457	155 816	3 359
Redevances.....	70 280	69 730	(550)
Amendes et intérêts de pénalités.....	8 215	8 315	100
Recettes diverses.....	82 379	99 058	16 679
Total - recettes de provenance interne.....	5 699 033	5 711 140	12 107
Subventions inconditionnelles – Canada			
Paiements de péréquation.....	1 760 300	1 760 300	0
Transfert canadien en matière de santé.....	768 400	768 400	0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux.....	284 400	284 400	0
Autres.....	1 866	1 866	0
Total partiel - subventions inconditionnelles – Canada.....	2 814 966	2 814 966	0
Subventions conditionnelles – Canada.....	246 938	250 940	4 002
Total - subventions du Canada.....	3 061 904	3 065 906	4 002
Total partiel.....	8 760 937	8 777 046	16 109
Opérations intercomptes.....	(11 228)	(16 781)	(5 553)
Recettes au compte ordinaire.....	8 749 709	8 760 265	10 556

ANNEXE B

CHARGES AU COMPTE ORDINAIRE

Milliers

\$

	2017-2018 Budget	2017-2018 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	Écart par rapport au budget	%
<u>MINISTÈRE</u>				
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	33 532	33 285	(247)	-0,7 %
Assemblée législative.....	21 696	21 897	201	0,9 %
Autres organismes.....	369 188	368 007	(1 181)	-0,3 %
Bureau du Conseil exécutif.....	11 938	11 938	0	0,0 %
Cabinet du premier ministre.....	1 598	1 598	0	0,0 %
Cabinet du procureur général.....	18 293	18 293	0	0,0 %
Conseil du trésor.....	16 417	16 417	0	0,0 %
Développement de l'énergie et des ressources.....	102 422	105 490	3 068	3,0 %
Développement social.....	1 168 418	1 178 168	9 750	0,8 %
Éducation et Développement de la petite enfance.....	1 188 434	1 188 434	0	0,0 %
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	619 639	625 656	6 017	1,0 %
Environnement et Gouvernements locaux.....	140 298	140 298	0	0,0 %
Finances.....	10 514	10 514	0	0,0 %
Gouvernement général.....	792 395	762 007	(30 388)	-3,8 %
Justice et Sécurité publique.....	228 581	234 565	5 984	2,6 %
Opportunités Nouveau-Brunswick.....	45 421	45 341	(80)	-0,2 %
Santé.....	2 657 185	2 668 565	11 380	0,4 %
Service de la dette publique.....	701 000	691 000	(10 000)	-1,4 %
Société de développement régional.....	64 355	64 355	0	0,0 %
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	60 184	60 184	0	0,0 %
Transports et Infrastructure.....	302 109	302 699	590	0,2 %
Total partiel.....	8 553 617	8 548 711	(4 906)	-0,1 %
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(19 066)	(19 205)	(139)	0,7 %
Opérations intercomptes.....	(11 228)	(16 781)	(5 553)	49,5 %
Charges au compte ordinaire.....	8 523 323	8 512 725	(10 598)	-0,1 %

ANNEXE C

DÉPENSES EN CAPITAL

Milliers

\$

	2017–2018 Budget	2017–2018 Prévisions du 1 ^{er} trimestre	Écart par rapport au budget
Investissements en capital ordinaires			
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	100	100	0
Assemblée législative.....	450	450	0
Développement de l'énergie et des ressources.....	2 900	1 650	(1 250)
Développement social.....	5 200	5 200	0
Éducation et Développement de la petite enfance.....	43 067	46 240	3 173
Éducation postsecondaire, Formation et Travail.....	5 695	5 706	11
Justice et Sécurité publique.....	114	114	0
Santé.....	95 808	95 599	(209)
Société de développement régional.....	14 100	14 100	0
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	3 920	3 920	0
Transports et Infrastructure.....	394 837	392 019	(2 818)
Investissements en capital ordinaires.....	566 191	565 098	(1 093)
Initiative en matière d'infrastructure stratégique			
Agriculture, Aquaculture et Pêches.....	500	500	0
Éducation et Développement de la petite enfance.....	40 540	38 047	(2 493)
Santé.....	13 883	8 261	(5 622)
Société de développement régional.....	78 370	74 115	(4 255)
Tourisme, Patrimoine et Culture.....	6 650	6 650	0
Transports et Infrastructure.....	19 275	24 525	5 250
Projets visant les améliorations écoénergétiques et l'énergie renouvelable.....	20 250	20 250	0
Initiative en matière d'infrastructure stratégique.....	179 468	172 348	(7 120)
Recouvrements.....	29 898	29 953	55
Total - Dépenses en capital.....	775 557	767 399	(8 158)
Investissement dans les immobilisations corporelles.....	(611 859)	(608 099)	3 760
Dépenses au compte de capital.....	163 698	159 300	(4 398)